

Note d'orientation aux Bureaux Pays et Programmes Présence

PRÉVENTION ET GESTION DE LA COVID-19 DANS LA RÉGION DE L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE AVEC UNE PERSPECTIVE DE GENRE

Photo: Patrick Adams/ RTI International



Table des matières

I.	Introduction.....	1
II.	Interventions stratégiques.	3
	a. COORDINATION.....	3
	b. MOBILISATION DES RESSOURCES.	5
	c. COMMUNICATION ET MOBILISATION COMMUNAUTAIRE.	5
	d. ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE Á L'ÉGARD DES FEMMES.	6
	e. AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES.....	7
	f. COLLECTE DES DONNÉES ET RECHERCHE.	10
III.	Soutien de WCARO et HQ	11



« À l'échelle mondiale, les femmes représentent 70% des travailleurs de première ligne dans le secteur sanitaire et social, comme les infirmières, les sages-femmes, les nettoyeuses et les blanchisseuses. Nous avons besoin de stratégies d'atténuation qui ciblent spécifiquement les effets sanitaires et économiques de la pandémie de COVID-19 sur les femmes et qui soutiennent et renforcent la résilience des femmes, comme nous l'avons vu au Libéria et ailleurs. Et pour que ces réponses soient aussi bien conçues que possible, les femmes doivent être pleinement impliquées dans leur création, être des bénéficiaires prioritaires de l'aide et des partenaires dans l'élaboration de solutions à plus long terme. »

Phumzile Mlambo Ngcuka
Directrice Exécutive d'ONU Femmes



Prévention et gestion de la COVID-19 dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre avec une perspective de genre

Photo: Ariel Silva/ CDMX

I. INTRODUCTION

La pandémie du coronavirus (également connue sous le nom de COVID-19) s'est maintenant propagée tous les 25 pays d'Afrique Occidentale et Centrale (AOC). Cette évolution rapide de la COVID-19 en Afrique est profondément inquiétante. Le coronavirus est une menace pour le monde et pour tous les pays de notre région, dont beaucoup viennent de se remettre de la pandémie d'Ébola (comme la République démocratique du Congo, la Sierra Leone et le Libéria). La région était déjà fragilisée par les conflits, l'extrémisme violent et une situation humanitaire très alarmante. La pandémie risque d'être plus grave dans les camps de réfugiés et les camps de déplacés internes dans les zones de conflit ou de post-conflit.

Cela aura également un impact sur le calendrier électoral de la région. Au moins 7 pays de la région prévoient des élections au cours du deuxième semestre de 2020, tels que le Niger, le Burkina Faso, le Mali, le Libéria, la Côte d'Ivoire, le Ghana et la République centrafricaine (RCA). La révision du calendrier électoral risque de provoquer des tensions politiques et des conflits. Plus important encore, le ralentissement économique mondial et régional causé par la pandémie menacera les progrès réalisés au cours des dernières décennies et affectera profondément les réalisations futures des ODD.

Alors que les premiers cas ont été importés et ont commencé dans les villes, il y a maintenant de nombreux cas au niveau communautaire et des efforts se sont déployés pour empêcher la propagation de la COVID-19 afin d'éviter le pire.

Des mesures d'éloignement physique et de confinement ont été adoptées dans de nombreux pays comme norme. Malheureusement, cela aura un impact négatif sur la population, en particulier les femmes qui vivent déjà dans la pauvreté sans emploi formel. En Afrique subsaharienne, 74% des femmes occupant des emplois non agricoles sont dans le secteur informel. Travailler dans le secteur informel sans aucune protection sociale ni assurance les poussera à continuer de prendre des risques élevés pendant la pandémie pour pouvoir subvenir aux besoins essentiels de leurs familles. Sans oublier le fait que la plupart d'entre elles gagnent un revenu quotidien et n'ont pas d'épargnes.

Il est déjà prévu que l'impact économique de la COVID-19 sur ce groupe de femmes sera très grave et elles courent le risque de ne pas pouvoir bénéficier des programmes de récupération post-COVID-19.

En Asie et en Europe, il a été prouvé que l'isolement et le confinement augmentent le risque de violence domestique. En effet, les femmes dans des relations violentes sont enfermées à la maison et exposées à leurs agresseurs pendant de plus longues périodes et les services habituels d'aide aux victimes de violence ne fonctionnent pas au même niveau qu'auparavant. Il existe un grand besoin de données ventilées par sexe pour pouvoir comprendre comment les femmes et les hommes sont affectés par le virus. Non seulement pour les taux d'infection, mais aussi pour les impacts économiques, la répartition des soins et l'ampleur de la violence domestique.

Les femmes et les filles font face à des impacts différenciés, mais elles offrent également des capacités, des forces et des compétences de leadership spécifiques qui sont cruciales pour apporter une réponse efficace. En première ligne de la pandémie du coronavirus se trouvent les professionnels de la santé, qui travaillent sans relâche et s'exposent à des risques élevés pour soigner les patients.

Environ 70% de ces travailleurs sont des femmes. Dans de nombreux pays, les organisations de femmes ont déjà lancé des initiatives pour mobiliser les communautés afin d'empêcher la propagation de la pandémie et d'aider les familles les plus vulnérables touchées par les mesures de confinement. Certaines femmes bénévoles aident à la production de masques et à la distribution de désinfectants pour les mains.

Le rôle d'ONU Femmes est essentiel pour s'assurer que cette crise ne fragilise pas les femmes et pour orienter les efforts vers la réduction de l'impact sur les femmes. Cela inclut les femmes de différentes couches sociales, économiques et politiques, notamment les jeunes femmes, les femmes des zones rurales, les femmes vivant avec un handicap, etc. ONU Femmes a donc élaboré un programme mondial sur la COVID-19, tandis que le Bureau régional de l'AOC (BRAOC) a également élaboré une note conceptuelle régionale alignée sur le plan d'action pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale.

Cette note d'orientation s'adresse au personnel d'ONU Femmes et contient des conseils sur la façon d'adopter stratégiquement des réponses à la COVID-19 qui sont adaptées au contexte spécifique de la région. La note d'orientation propose des interventions stratégiques dans les domaines de la coordination, de la mobilisation des ressources, de la communication et de la mobilisation communautaire, de l'élimination de la violence contre les femmes et de l'autonomisation économique des femmes et de la relance économique.

Tous les bureaux de pays et présences de programme d'ONU Femmes sont encouragés à revoir leurs programmes, à redéfinir leurs priorités en se concentrant sur ceux qui sont les plus pertinents dans le contexte de la crise, à reporter ceux qui ne le sont pas et à en adapter d'autres à la nouvelle situation. Cette note d'orientation peut être utilisée pour informer de tels exercices.

Photo: KB Mpofu / ILO



II. INTERVENTIONS STRATÉGIQUES POUR POSER LES PRIORITÉS D'ONU FEMMES ET DU GENRE AU NIVEAU NATIONAL



COORDINATION

ONU Femmes a pour mandat de diriger, promouvoir et coordonner les efforts visant à faire progresser la pleine réalisation des droits et des opportunités des femmes. Dans le cadre de la COVID-19, ONU Femmes a un rôle fondamental à jouer dans la coordination des efforts de plaidoyer et dans la fourniture d'expertise technique aux décideurs politiques et aux partenaires. Il s'agit de s'assurer que leurs réponses tiennent compte des différentes expériences vécues par les femmes et les hommes pendant une pandémie et que chaque catégorie sociale obtienne l'aide dont elle a le plus besoin selon le principe de n'abandonner aucun.

Le point d'entrée pour jouer ce rôle passe par différentes structures de coordination, telles que les mécanismes gouvernementaux et les mécanismes de l'ONU (UNCT, HCT, clusters humanitaires, groupes thématiques sur le genre et d'autres domaines, groupes de travail, etc.). Les stratégies suivantes sont conseillées :

- Sur la base du plan de préparation et d'intervention au niveau des pays, engager avec l'OMS pour évaluer le soutien requis d'ONU Femmes et de la communauté humanitaire.
- S'assurer que des mécanismes de coordination entre les sexes soient en place au niveau des pays (par exemple, un thème sur le genre ou des groupes de travail entre les partenaires) pour promouvoir l'intégration de la dimension du genre dans les plans d'intervention nationaux COVID-19 et plaider pour le respect des droits des filles et des femmes. Diriger des initiatives au sein de ces mécanismes visant à susciter la réponse à la COVID-19, telles que : élaborer des messages clés et une sensibilisation à l'impact des crises sur les inégalités entre les sexes pour l'UNCT / HCT.
- S'intégrer pleinement au sein de la structure de coordination COVID-19 au niveau des pays (UNCT et sous-groupe humanitaire). Même dans les pays où ONU Femmes n'est pas membre de HCT, il est conseillé de continuer à participer à des sous-groupes de travail et à jouer un rôle de premier plan dans la mesure du possible. S'il existe de nombreux sous- groupes de travail et qu'ONU Femmes n'a pas la capacité de participer à chacun d'entre eux, sélectionnez les plus stratégiques pour les domaines dans lesquels ONU Femmes a un avantage comparatif, en particulier la coordination, la réponse et le rétablissement communautaires, la protection et la récupération.
- Assurer l'engagement des acteurs du genre, des organisations dirigées par des femmes, des groupes de femmes et des réseaux dans les mécanismes de coordination en les reliant aux organes de coordination, et communiquer une « offre de soutien » convenue des acteurs du genre aux organes de coordination.
- Désigner les membres du personnel qui concentreront principalement leurs travaux sur la COVID-19 et mettre en place un groupe de travail interne sur la COVID-19, y compris tous les agents de programme, sous la direction du représentant du pays ou du représentant adjoint.

- Élaborer un plan d'action du bureau de pays ou du programme d'ONU Femmes qui inclut des activités spécifiques sur l'urgence COVID-19 dans son pays pour engendrer sa réponse, sa prévention et son confinement. Le plan d'action sera progressivement adapté à l'évolution du contexte et de la diffusion de la COVID-19 dans le pays.
- Assurer la contribution d'ONU Femmes dans l'élaboration de tous les documents de planification pour s'assurer qu'ils tiennent compte des besoins et des spécificités des femmes et des filles.
- Plaider auprès de partenaires clés et / ou par le biais du Groupe Thématique Genre ou équivalent, pour mener conjointement une analyse factuelle spécifique au pays afin d'aider les entités nationales et la communauté humanitaire à mieux comprendre et à prendre en considération la perspective de genre durant l'épidémie. Cela implique la mobilisation de fonds pour la collecte de données ventilées par sexe et la conception d'outils de collecte de données sensibles au genre pour garantir que les évaluations capturent les impacts différentiels de la crise sur les femmes et les filles.
- Renforcer la capacité d'ONU Femmes et d'autres acteurs humanitaires dans les domaines sensibles au genre en situation d'urgence (tels que la violence basée sur le genre, la violence domestique, etc.) à travers des webinaires.
- Aligner la planification et la mise en œuvre dans le pays avec le programme mondial élaboré par le siège d'ONU Femmes et avec le programme ou les plans d'action spécifiques au pays élaborés par le gouvernement et le système des Nations Unies sur la COVID-19. Le programme ONU-Femmes a adopté les approches LEAP avec les priorités suivantes : coordination, protection contre la violence à l'égard des femmes, mobilisation sociale et participation des femmes, assistance économique.
- Partager les connaissances sur le genre et la COVID-19 avec les membres du GTG et différents partenaires au niveau des pays.
- Cartographier les interventions portant sur une réponse engendrée à la COVID-19 dans le pays (l'outil sera bientôt fourni) via le GTG et / ou d'autres réseaux.
- Préconisez la ventilation des données relatives à l'épidémie par sexe, âge et handicap. Les données relatives aux flambées et à la mise en œuvre de la réponse d'urgence doivent être ventilées par sexe, âge et handicap et analysées en conséquence pour comprendre les différences entre les sexes en matière d'exposition et de traitement et pour concevoir des mesures préventives différentielles.
- Renforcer le leadership et la participation significative des femmes et des filles à tous les processus de prise de décision pour lutter contre l'épidémie de COVID-19.
- Partagez et mettez à jour régulièrement les informations sur les problèmes liés à COVID 19 liés au genre avec le Bureau régional.



MOBILISATION DES RESSOURCES

Les partenaires humanitaires et ONU Femmes n'étaient pas préparés à une telle maladie et aux mesures drastiques qui ont dû être prises (mise en quarantaine, confinement...). De plus, ONU Femmes n'a pas un budget spécifique pour cette urgence humanitaire. Par conséquent, des efforts rapides sont nécessaires pour mobiliser des ressources pour des interventions sur la COVID-19.

De nombreuses initiatives sont en cours au siège, aux niveaux régional et national, pour mobiliser des ressources : un programme mondial a été élaboré et le siège prévoit contacter 20 donateurs et toutes les ressources mobilisées par le siège et le BRAOC y seront acheminées. Cependant, les bureaux de pays sont encouragés à :

- Mobiliser certaines ressources internes (sur les budgets de base et de programme), commencer par certaines activités catalytiques et continuer à contacter les donateurs potentiels
- Contacter les donateurs pour demander si certaines lignes budgétaires peuvent être réaffectées à la réponse COVID-19
- Élaborer une note conceptuelle COVID-19 à partager avec les donateurs
- Participer à l'élaboration de programmes conjoints de l'ONU sur la COVID-19, en veillant à ce que ces programmes reposent sur des analyses de genre solides, prennent en compte les rôles, les risques, les responsabilités et les normes sociales liés au genre, et tiennent compte des capacités et des besoins des hommes et des femmes
- Elaborer des propositions conjointes à soumettre au fonds CERF
- Informer les donateurs que toutes les propositions de financement provenant d'une partie des agences de l'ONU et des OING doivent contenir des analyses de genre complètes et protéger les principales dispositions.



COMMUNICATION ET MOBILISATION COMMUNAUTAIRE

Les pays africains et différents partenaires investissent actuellement pour contenir la propagation de la pandémie en renforçant la réponse médicale et en adoptant des mesures de distanciation sociale. Mais la communication sur les risques de la COVID-19 et l'engagement communautaire sont essentiels dans ce combat. Les messages de prévention doivent être contextualisés pour chaque pays et même adaptés au contexte des catégories sociales spécifiques. Ils doivent atteindre le maximum de population, y compris les groupes les plus marginalisés et vulnérables (jeunes, femmes, PDI, réfugiés...). Malheureusement, certaines approches de communication habituelles telles que la mobilisation de masse, les formations, etc., ne seront pas applicables en raison du confinement. ONU Femmes devra faire preuve d'innovation et adopter des canaux et des outils de communication pertinents. Il est proposé de :

- Développer un partenariat avec les radios communautaires pour des messages de sensibilisation adaptés aux zones rurales
- Développer des affiches et des bannières pour les zones qui continueront d'être opérationnelles pendant cette crise : marchés ouverts, supermarché, hôpitaux et autres services essentiels
- Collaborer avec les jeunes et les blogueurs pour produire des messages adaptés et aider à la contre-messagerie aux fausses informations sur les réseaux sociaux

- Développer un partenariat avec les entreprises de communication pour diffuser des messages spécifiques sur le rôle des femmes dans la prévention de la propagation de la COVID-19
- Fournir un soutien financier et technique direct aux organisations locales de femmes, y compris les organisations de femmes migrantes et les organisations de personnes handicapées, afin de permettre des efforts de sensibilisation au sein de leurs communautés
- Rendre les histoires des femmes visibles à travers de plusieurs actions de narration, y compris en invitant les femmes à partager leurs histoires avec nous
- Veiller à ce que les femmes puissent obtenir des informations sur la façon de prévenir et de répondre à l'épidémie de manière compréhensible. Les femmes jouent un rôle majeur en tant que canaux d'information dans leurs communautés. En règle générale, elles ont moins d'accès à l'information que les hommes. Ainsi, atteindre les femmes et les filles et les éduquer sur la maladie est crucial pour lutter contre la propagation.



ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES (EVAW)

multiples formes de violence basée sur le genre sont exacerbées dans les contextes de crise, exposant les femmes et les filles à un risque accru d'exploitation et de violence sexuelle. Il est probable que la crise COVID-19 augmente les taux de violence domestique et la violence sexiste dans les espaces publics. Alors que les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux luttent pour répondre à l'ampleur de la pandémie de COVID-19, les services de santé surchargés détournent invariablement les ressources des services essentiels dont les femmes ont besoin. Cela comprend les soins de santé prénatals, postnatals et les contraceptifs et aggravera un manque existant d'accès aux services de santé sexuelle et reproductive, aux services de prévention et d'intervention en matière de violence sexiste.

Tout en se concentrant sur les efforts liés à la réponse, l'approche d'ONU Femmes se concentrera également sur les aspects de prévention.

Prévention / information / communication

La pandémie de COVID-19 s'est accompagnée d'une « infodémie », qui a créé la méfiance et la stigmatisation, et a accru la propagation de la désinformation. Il est essentiel de veiller à ce que les communautés, en particulier les femmes, aient accès à des informations fiables et précises sur les mesures et les comportements qui atténuent la menace du virus.

- Générer des preuves et des connaissances (être un centre d'informations sur les VBG et COVID-19) sur les impacts sexospécifiques de l'épidémie (suivi et analyse des médias, évaluations rapides, enquêtes thématiques spécifiques, etc.)
- Partager les ressources essentielles et aider à diffuser les messages et les conseils aux agences de l'ONU, aux partenaires, aux OSC, etc.
- Capturer des données quantitatives sur les cas de VBG liés à la COVID-19 en coordination avec la collecte de données globale grâce à la coordination nationale du GBViE (VBG en situation d'urgences) à travers les Ministères de la femme
- Soutenir les OSC féminines en tant que partenaires principaux qui peuvent être particulièrement en difficulté pendant cette période
- Évaluer comment nous pouvons rapidement fournir un soutien aux OSC pour maintenir leur présence et travailler pendant cette période grâce à des partenariats existants et nouveaux
- Tirer parti des mécanismes de coordination inter agence pour mener des activités conjointes de plaidoyer et élaborer des orientations communes sur les services

Réponse

Les segments de population vulnérables nécessiteront des services d'intervention vitaux en cas de violence :

- Les soins vitaux et le soutien aux survivantes de violence basée sur le genre (c'est-à-dire la gestion clinique du soutien psychosocial, de la santé mentale et du viol) peuvent être perturbés lorsque les prestataires de services de santé sont surchargés et préoccupés par la manipulation des cas de COVID-19.
- Soutenir les ministères GEWE (l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes) dans la réponse au niveau national pour garantir aux femmes et aux filles l'accès aux services liés à la violence contre les femmes et les filles.
- Identifier des nouvelles façons d'atteindre les victimes, ainsi que des nouveaux mécanismes de signalement et d'accès au soutien, en utilisant non seulement l'innovation et la technologie, mais aussi des réseaux de soutien communautaires.
- Soutenir ou renforcer les hotlines pour le signalement et le soutien psychosocial téléphonique / virtuel pour les survivants et les hommes (avec des professionnels pré- formés).
- Mettre à jour les voies de référence pour le contexte COVID.



AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES, RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE ET RÉCUPÉRATION

La pandémie de COVID-19 a, et continuera d'avoir, des impacts immédiats sur les moyens de subsistance des femmes et des filles en Afrique Occidentale et Centrale. Partout dans le monde, les femmes sont rapidement affectées par le ralentissement économique car elles sont surreprésentées dans les emplois vulnérables et seront les premières à perdre leur emploi. Les entreprises dirigées par des femmes, en particulier les petites et microentreprises, verront leurs opérations les plus affectées par les perturbations des chaînes d'approvisionnement et la fermeture des marchés. Selon le secteur et le niveau des mesures prises par les gouvernements pour contenir la propagation du virus, elles pourraient être contraintes de cesser complètement leurs activités. La charge déjà importante du travail non rémunéré, en particulier dans les zones rurales de l'Afrique Occidentale et Centrale, devrait augmenter pour les femmes en raison des difficultés croissantes à fournir de la nourriture et de l'eau, ainsi que de la nécessité de prendre soin des personnes âgées et des malades.

En plus de ces effets, la taille du secteur informel et la forte proportion de femmes travaillantes de manière informelle en Afrique Occidentale et Centrale amènent l'impact de la crise de genre dans la région à un niveau différent. À court terme, les restrictions en matière de confinement et de mobilité affecteront aux travailleurs au salaire journalier et ceux qui travaillent dans le secteur informel. Les commerçantes, les commerçants transfrontaliers et les autres travailleurs informels seront contraints de poursuivre leur activité malgré les restrictions, contribuant ainsi à propager d'avantage l'épidémie, à moins qu'ils ne bénéficient du remplacement de revenu nécessaire. Cela représente un sérieux défi pour les décideurs politiques. Par exemple, le maintien des marchés ouverts est actuellement pris en compte d'une manière sérieuse par les gouvernements de la région à mesure que le confinement se déroule.

Réponse d'ONU Femmes au niveau des pays

- Mécanismes de remplacement du revenu pour les femmes vulnérables. À court terme, la priorité est de fournir un soutien du revenu aux femmes travaillant dans l'économie informelle et les femmes chefs de famille. Les mécanismes de protection sociale, tels que les transferts monétaires ou alimentaires inconditionnels, devraient être prioritaires. Comme ONU Femmes ne met pas en œuvre ce type d'intervention, il est essentiel que les bureaux de pays travaillent avec d'autres qui le font (PAM, FAO, UNICEF, Banque mondiale, etc.) pour garantir que ces deux groupes soient prioritaires parmi les bénéficiaires des transferts. Les bureaux de pays d'ONU Femmes devraient s'engager activement dans le contexte des équipes de pays de l'ONU et d'autres mécanismes de coordination des pays afin de garantir que les stratégies de ciblage du soutien du revenu incluent les travailleuses informelles et les femmes chefs de famille.
- Plans de relance économique sensibles au genre. Alors que les pays commencent à déployer des mesures pour atténuer l'impact socio-économique de la crise, il sera essentiel que les bureaux de pays d'ONU Femmes s'engagent dans la conception de plans de relance économique pour s'assurer que les besoins des femmes sont satisfaits. Les bureaux de pays d'ONU Femmes devraient contacter le gouvernement dès le début pour offrir un soutien et des conseils dans la conception de tels programmes. L'OR prépare une compilation des mesures prises dans d'autres pays qui peuvent être utilisées pour informer le dialogue et les conseils avec les autorités.
- Analyse budgétaire de genre des efforts COVID-19 Pour les pays ayant un dialogue continu avec le gouvernement ou des initiatives en cours sur la budgétisation sensible au genre, il serait essentiel de surveiller l'utilisation sensible au genre des ressources budgétaires nationales allouées à l'effort COVID-19. En particulier, lors de la gestion de la crise et surtout lors de l'effort de relance/relance économique. Cela peut prendre la forme d'une analyse ciblée (par exemple en faisant appel à des consultants) qui peut ensuite être mise à profit pour le plaidoyer, conjointement avec les femmes OSC, afin de s'assurer que l'effort post-relèvement tient compte des besoins des femmes et des filles.
- Études d'impact socio-économique conjointes de COVID. Des évaluations d'impact conjointes de COVID sont en cours ou auront lieu au niveau des pays. Ce sera la base de la future programmation conjointe pour mettre en œuvre les efforts de relèvement et il est important qu'ONU Femmes participe pour s'assurer que la perspective de genre est correctement intégrée et que des recommandations spécifiques (menant à la programmation) sont identifiées. ONU Femmes peut contribuer à des enquêtes rapides (principalement numériques) sur la crise auprès des femmes chefs d'entreprise, des entreprises dirigées par des femmes, des migrantes, etc.
- Repenser et adapter les outils d'autonomisation économique de la femme (AEF) standard pour atténuer l'impact de la pandémie. Par exemple :
 - Initiatives de marchés sûrs. Selon les mesures prises par différents gouvernements, si les marchés et autres infrastructures économiques clés restent ouverts, ONU Femmes peut conseiller les gouvernements sur la manière de les rendre sécuritaires dans le contexte de la pandémie. Les bureaux des pays du BRAOC peuvent tirer des enseignements de l'expérience en Inde, du travail d'ONU Femmes aux Fidji et adapter des éléments de l'« Initiative villes sûres » d'ONU Femmes.

- Plateformes numériques. Les plateformes numériques joueront un rôle clé en fournissant aux femmes un accès à l'information, aux marchés et aux services financiers au lendemain de la crise. Les pays dotés de plateformes numériques ciblant les femmes entrepreneures, BuyfromWomen ou autres, peuvent penser à élargir les stratégies pour les rendre accessibles au maximum de femmes au-delà des bénéficiaires directs de ces programmes. Cela nécessitera de l'innovation et des partenariats avec d'autres acteurs, mais ça peut avoir un impact important sur l'atténuation de certaines conséquences directes du confinement.
- Utiliser les Principes d'autonomisation des femmes (PAF) pour mobiliser le secteur privé pour soutenir la réponse COVID d'une perspective de genre. Dans les pays comptant un nombre important de signataires de PAF, ONU Femmes devrait s'adresser à eux pour leur indiquer comment atténuer l'impact du COVID sur les travailleurs et encourager les pratiques de la chaîne d'approvisionnement sensibles au genre (en s'approvisionnant auprès d'entreprises dirigées par des femmes) pendant la période de relance. Le bureau de pays d'ONU Femmes en Géorgie l'a fait, et une copie de la lettre peut être partagée avec les bureaux de pays intéressés.
- Agriculture intelligente face au climat. Les bureaux de pays d'ONU Femmes peuvent repenser et adapter les initiatives phares de Women in Climate Resilient Agriculture afin d'identifier les moyens par lesquels elles peuvent contribuer à atténuer l'impact de la crise. Par exemple, au Sénégal, ONU Femmes travaille avec le gouvernement pour fournir un panier de sécurité alimentaire minimum aux familles vulnérables, notamment du riz provenant de femmes productrices du Climate Resilient Agriculture flagship. Le programme fournit des paniers alimentaires de porte à porte, contribuant non seulement à la sécurité alimentaire mais également à la réduction de la propagation du COVID et à la sécurisation des moyens de subsistance des femmes productrices rurales. D'autres pays avec des fleurons établis autour des chaînes de valeur alimentaire pourraient entreprendre des initiatives similaires.
- Dialogue permanent avec les OSC et les réseaux de femmes entrepreneures. Il est important que les bureaux de pays d'ONU Femmes poursuivent leur dialogue avec les OSC, les partenaires d'exécution et les réseaux de femmes entrepreneures. Ce dialogue est essentiel pour l'évaluation continue de l'impact socio-économique de la crise ainsi que pour identifier les éléments clés de la réponse. Cela peut être fait par téléphone ou par des moyens numériques si nécessaire.



COLLECTE DE DONNÉES ET RECHERCHE

L'épidémie actuelle a brutalement changé les comportements et les habitudes, qu'ils soient sanitaires, économiques ou sociaux. Dans un environnement qui a si profondément changé en si peu de temps, il est impératif de mesurer rapidement l'ampleur de ces bouleversements et la façon dont ils affectent différemment les hommes et les femmes, les filles et les garçons afin de pouvoir réorienter rapidement les programmes vers des activités efficaces en ligne avec la nouvelle situation. La suggestion de Women Count est de procéder à une évaluation rapide de la situation dans chaque pays.

Pour accéder rapidement à l'information, les initiatives ci-dessous pourraient être mises en place :

Au niveau national :

- Vérifier que les données publiées sur le nombre de cas sont systématiquement ventilées par sexe et par âge. Pour l'instant, les statistiques montrent que la maladie affecte autant les hommes que les femmes. Cependant, le nombre de cas ne cesse d'augmenter et il est à craindre que les femmes, celles qui s'occupent généralement des malades à la maison et en milieu hospitalier (infirmières), finissent par être touchées de manière disproportionnée par l'épidémie.
- Si le Ministère de la Santé produit déjà ces informations au niveau national (avec le soutien de l'OMS et de l'NSO), elles doivent être analysées soigneusement et systématiquement dans une perspective de genre.
- Si ces informations n'ont pas encore été produites par le Ministère de la Santé, les agences de l'ONU doivent fournir un soutien pour le faire.
- Contactez l'Institut national de statistique et les autres agences de l'ONU pour savoir s'ils envisagent de produire une enquête sur les impacts de la COVID-19 sur les ménages. Envoyez ensuite les informations au bureau régional (à Michele Seroussi). Au Sénégal, le ministère de la Coopération économique a demandé à l'agence statistique de produire ces informations. Il est essentiel qu'ONU Femmes soit partenaire de telles initiatives, en particulier (mais pas seulement) dans les pays où le programme Women Count a des intérêts (Sénégal, Cameroun, Côte d'Ivoire et RDC).
- Si une opération de collecte de données est prévue, ONU Femmes peut soutenir la révision des termes de référence, des outils de collecte de données, des indicateurs à collecter, etc. Elle doit veiller à ce que des thèmes tels que la perte de revenu, l'augmentation des soins non rémunérés à domicile pour les femmes et les filles et / ou la violence domestique sont inclus dans l'enquête et qu'une analyse ventilée par sexe est systématiquement effectuée.
- Utilisez des méthodes de collecte de données sûres. En période de contamination aussi importante, il est impossible d'envoyer des équipes d'enquêteurs ou de mettre en place des partenaires sur le terrain pour des entretiens en face à face. Il ne serait pas non plus très éthique de recommander de telles pratiques lorsque tout le personnel de l'ONU est lui-même confiné pour assurer sa sécurité. Il est donc nécessaire d'envisager d'autres moyens de collecte de données. L'une des solutions recommandées par Women Count est de travailler en partenariat avec des compagnies de téléphone privées, qui pourraient envoyer les questionnaires à leurs abonnés et nous renvoyer les réponses. Cependant, cela pose plusieurs défis techniques et logistiques qui doivent être explorés en détail et au cas par cas dans chaque pays. Les questions de coût doivent également être prises en compte. Les premières étapes devraient consister à ce que les bureaux pays d'ONU Femmes contactent l'NSO et les compagnies de téléphone pour vérifier si la pratique des sondages téléphoniques existe déjà et voir comment elle peut être utilisée dans ce cas.

- Concernant les opérateurs de téléphonie privée : parlez à l'NSO ou au ministère des Communications de l'éventuel partenariat / expérience / intérêt qu'ils pourraient déjà avoir avec les compagnies de téléphone privées dont nous pourrions bénéficier pour lancer notre enquête.

Au niveau régional :

- Un projet de questionnaire (en français et en anglais) sera envoyé au bureaux de pays pour examen et contribution ; nous voulons nous retrouver avec un outil régional normalisé d'ONU Femmes qui pourrait être présenté à l'NSO aux partenaires (dans le pays) pour lancer la discussion autour de cette évaluation rapide.
- Des réunions seront organisées par le bureau régional d'ONU Femmes avec d'autres agences régionales de l'ONU pour une collaboration sur ce sujet.

III. SOUTIEN DE WCARO ET HQ

WCARO a mis en place un mécanisme de coordination régionale pour une réponse harmonisée et globale à la pandémie. Une réunion hebdomadaire a été organisée avec tous les représentants des pays. Une équipe spéciale composée de tous les conseillers régionaux a également été mise en place pour mieux soutenir les bureaux de pays. L'équipe spéciale fournira le type de support suivant :

- Appui technique au développement de programmes spécifiques ou conjoints ONU Femmes sur la COVID-19
- Développement d'outils et de matériaux sur COVID-19
- Appui à la mobilisation des ressources par l'identification et le contact des bailleurs de fonds
- Partager des informations précises provenant des mécanismes de coordination mondiaux et régionaux
- Organisation du renforcement des capacités en ligne du personnel et des partenaires
- Réaliser des études régionales sur l'impact de la COVID-19 sur les femmes
- Améliorer la coordination interne et les mécanismes de communication sur COVID-19 en développant un outil de cartographie de toutes les interventions d'ONU Femmes sur COVID-19 et en téléchargeant tous les documents utiles sur le point de partage WCARO
- Documenter les bonnes pratiques et les enseignements tirés de la situation actuelle qui peuvent être utilisés à l'avenir.